

Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration

Rapport de situation et plan de travail

31 octobre 2002

1. Ce rapport présente un état d'avancement des activités menées jusqu'à cette date pour chacune des quatre composantes du MDRP : (i) les programmes nationaux ; (ii) les projets spéciaux ; (iii) les activités régionales, et (iv) la gestion du programme. L'état d'avancement concerne les activités menées d'avril à octobre 2002, le plan de travail porte sur la période novembre 2002-avril 2003.

1. Programmes nationaux¹

Rwanda

2. Le Comité des Administrateurs de la Banque mondiale a approuvé le crédit IDA en appui au Programme de démobilisation et de réintégration au Rwanda (PDRR) le 25 avril 2002, en même temps que le MDRP lui-même. Le crédit IDA est entré en vigueur le 23 septembre, une fois que le gouvernement du Rwanda a satisfait à toutes les conditions, y compris les critères d'éligibilité généraux et nationaux fixés pour le MDRP. Grâce à un financement bilatéral et gouvernemental, près de 10 000 combattants de la Force de défense du Rwanda et de groupes armés revenant de la RDC ont été démobilisés depuis décembre 2001.

3. Le gouvernement a mis en place un Comité de coordination technique incluant des représentants de différents ministères, de la société civile et d'organisations non gouvernementales locales, d'ONG internationales, et des partenaires de l'ONU et bailleurs de fonds. Des réunions sont organisées mensuellement, et sont présidées par la Commission de démobilisation et de réintégration du Rwanda. Des efforts soutenus ont été entrepris conjointement par les gouvernements de la RDC et du Rwanda pour planifier le rapatriement des groupes armés rwandais de la RDC vers le Rwanda, ainsi que leur démobilisation et leur réintégration dans le cadre du MDRP (*cf. infra*).

Angola

4. La préparation du Programme de démobilisation et de réintégration pour l'Angola (ADRP) a commencé en mai 2002, un mois après l'accord de Luena. Quatre missions incluant les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux ont été organisées entre mai et octobre 2002. En outre, DFID a mené une mission d'assistance technique et de programmation en Angola, en août-septembre. La Commission européenne a accueilli une réunion des partenaires concernés à Bruxelles, en juillet, pour discuter des conclusions de la mission d'identification de mai-juin et formuler des recommandations pour la finalisation de la préparation du programme. En septembre, les partenaires du MDRP ont poursuivi leurs délibérations concernant les différentes

¹ Les seuls programmes nationaux aujourd'hui mis en oeuvre dans le cadre du MDRP concernent le Rwanda et l'Angola. Les activités de programme actuellement menées en RCA et au Congo-Brazzaville le sont au titre du MDRP, à la suite de la mission conjointe de supervision.

options de réintégration par voie électronique. La Banque mondiale a achevé en octobre l'évaluation du crédit IDA en appui au ADRP, et négociera le crédit avec le gouvernement angolais en novembre.

5. Le gouvernement angolais a parfois été réticent à s'engager avec les partenaires du MDRP dans une planification globale du programme. Ses **capacités politiques** et techniques sont limitées. En outre, la répartition par le gouvernement des responsabilités de planification et de mise en œuvre en matière d'orientation politique (Commission nationale de réintégration), de démobilisation (forces armées angolaises), de réinsertion (MINARS) et de réintégration (IRSEM) a été entravée par une collaboration insuffisante. Il faut noter que le gouvernement a décidé de financer lui-même les phases de démobilisation et de réintégration, et de ne faire appel à un financement MDRP que pour la composante de réintégration. Les partenaires du MDRP ont exprimé leurs inquiétudes concernant les effets d'une planification insuffisante de la démobilisation (système d'identification et conseil, par exemple) sur la mise en œuvre des activités de réintégration. Le gouvernement a été informé de ces inquiétudes, mais celles-ci n'ont pas trouvé de solution. Dans l'intervalle, le gouvernement a lancé le processus de démobilisation depuis les aires de rassemblement.

2. Projets spéciaux (orientations provisoires en pièce jointe)

6. Neuf propositions de projets ont été reçues à ce jour, dont une pour l'Ouganda et huit pour la RDC (parmi lesquelles six concernent les anciens enfants soldats). Le Secrétariat du MDRP a organisé une mission d'information en Ouganda en juillet, pour discuter de la proposition avec le gouvernement, la MONUC et les partenaires concernés. La mission conjointe de supervision a identifié une solution provisoire, pendant que le programme national est en cours d'élaboration, qui confie au Groupe technique des bailleurs de fonds local la prise en charge des activités de DDR à petite échelle de caractère urgent.

7. Les propositions pour la RDC ont été examinées, et leur faisabilité (compte tenu du contexte de sécurité) évaluée par la mission conjointe de supervision. La pièce jointe 1 rend compte de cet examen pour chacune des propositions. Le Secrétariat du MDRP donnera une réponse officielle aux candidats lorsqu'un accord aura été trouvé sur les directives et procédures à suivre pour les projets spéciaux. Les directives provisoires sont en cours d'examen par le Comité du fonds fiduciaire, afin que ses membres les évaluent avant qu'elles soient soumises à l'approbation de la direction de la Banque mondiale.

8. Il est apparu clairement pendant la mission conjointe de supervision, aussi bien qu'à la lecture des propositions reçues, qu'il était nécessaire de ré-examiner les paramètres des projets spéciaux, particulièrement le financement des activités de petite échelle dans les pays où un programme national n'a pas encore été mis en place. Le Secrétariat du MDRP a donc consulté les bailleurs de fonds et ajouté une section relative aux projets (pilotes) à petite échelle mis en œuvre par les agences gouvernementales pendant la formulation du programme national de démobilisation et de réintégration. Cette nouvelle catégorie de projets spéciaux vient en complément aux projets qui seraient mis en œuvre par les agences de l'ONU et les ONGs.

9. Le Secrétariat du MDRP reconnaît qu'une définition élargie des projets spéciaux pourrait compromettre l'adhésion des gouvernements aux projets spéciaux et provoquer une prolifération des projets spéciaux dans certains pays, ce qui pourrait compliquer la préparation du programme national. Le Secrétariat du MDRP propose les mécanismes suivants d'atténuation de ces effets : (i) tous ces projets spéciaux devront être approuvés par le(s) gouvernement(s) concerné(s), (ii) ils devront tous inclure des dispositions permettant leur intégration au programme national une fois celui-ci établi, et (iii) ils devront tous inclure des dispositions permettant aux gouvernements d'y mettre fin au cas où un programme national soit établi, et si les gouvernements concernés considèrent qu'il est inutile de les maintenir.

3. Activités régionales

Réunion du TCG (compte-rendu en pièce jointe)

10. Le Secrétariat du MDRP a organisé une première réunion du Groupe régional de coordination technique (TCG) à Cacuaco (à la périphérie de Luanda), en Angola, du 30 juillet au 2 août 2002. Les représentants des programmes nationaux de démobilisation et de réintégration pour l'Angola, le Burundi, le Congo, la République démocratique du Congo, la Namibie, le Rwanda et l'Ouganda, ont participé à cette réunion, à laquelle des représentants de partenaires internationaux (Banque mondiale, MONUC, OIT, UNICEF et PNUD) et des experts des trois programmes de démobilisation et de réintégration (PDR) en cours en Afrique (Tchad, Éthiopie et Sierra Leone) ont également participé.

11. Les objectifs de cet atelier étaient les suivants : (i) approfondir la compréhension par les décideurs politiques et les gestionnaires de programme des principaux concepts des programmes de démobilisation et de réintégration, (ii) tirer les enseignements des PDR mis en œuvre en Sierra Leone, au Tchad et en Éthiopie, et (iii) renforcer le réseau MDRP régional. La réunion a fourni l'occasion de discuter des questions relatives à la formulation et à la mise en œuvre des activités nationales soutenues par le MDRP.

12. Les participants ont apprécié d'avoir pu se rencontrer. L'atelier leur a permis de tirer les enseignements des expériences des autres, ainsi que de mieux percevoir les similarités et les différences entre leurs programmes et ceux de leurs voisins. En outre, les discussions ont permis aux participants d'échanger leurs vues sur les problèmes liés à la gestion de l'appui international aux PDR. Ils ont considéré que la réunion avait été une première étape fructueuse dans la construction d'un «réseau de praticiens» dans la région, et fait part de leur volonté de renouveler les réunions du TCG. À cet égard, les participants ont indiqué que les questions liées à la réinsertion et réintégration économique et sociale, ainsi que celle des dispositifs de mise en œuvre, devraient être traitées lors des prochaines réunions du TCG.

Séminaire RDC-Rwanda

13. À la demande des gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda, le Secrétariat du MDRP a réuni les délégations techniques de ces deux pays à Nairobi, au Kenya, du 16 au 20 septembre 2002. Des représentants du PNUD et de la MONUC ont également participé à cette rencontre facilitée par le Secrétariat du MDRP. Les objectifs de la réunion

étaient de : (i) définir un cadre technique exhaustif pour la mise en œuvre du désarmement , de la démobilisation des groupes armés rwandais et leur rapatriement de la RDC au Rwanda, (ii) identifier les obstacles à une mise en œuvre rapide de l'accord de Prétoría et explorer les stratégies que les deux gouvernements pourraient adopter pour surmonter ces obstacles, et (iii) parvenir à un accord sur les prochaines étapes à suivre pour chacun des deux gouvernements.

14. Les délégations se sont mises d'accord sur une série de recommandations communes. L'adhésion du pays au processus de paix est indispensable à sa consolidation. Dans ce contexte, les contributions sur le plan technique des équipes des deux gouvernements sont nécessaires afin de garantir une mise en œuvre effective et opportune des activités liées au processus dans les deux pays. Une mise en œuvre rapide et efficace des activités de désarmement, de démobilisation et de rapatriement exige une collaboration technique accrue entre les deux gouvernements, ainsi qu'entre ces derniers et la MONUC/Commission militaire mixte (CMM). À cet égard, il a été jugé nécessaire que les deux gouvernements prennent part de manière systématique à tous les aspects de la planification et de la mise en œuvre.

15. Les délégations ont suggéré qu'il serait prudent de préparer des plans d'urgence pour le désarmement, la démobilisation et le rapatriement au cas où (i) certains groupes armés rwandais refuseraient de participer aux efforts de désarmement volontaire, et/ou (ii) la MONUC ne serait pas en mesure de fournir un appui adéquat, au moment opportun, sur les plans technique et de la sécurité pour les activités liées au processus à entreprendre en RDC. La réunion a été l'occasion pour le gouvernement rwandais d'inviter le gouvernement de la RDC à visiter le Rwanda, afin que ses membres se familiarisent directement avec l'assistance à la démobilisation et la réintégration offerte aux membres rapatriés des groupes armés, dans le cadre du Programme de démobilisation et de réintégration pour le Rwanda (PDRR). Cette visite doit avoir lieu du 30 octobre au 4 novembre 2002.

4. Gestion du programme

Mission conjointe de supervision (aide-mémoire en pièce jointe)

16. Une mission de supervision conjointe bailleurs/agences a visité l'Angola, le Burundi, la RCA, le Congo, la RDC, le Rwanda et l'Ouganda du 23 septembre au 4 octobre 2002. Les objectifs de cette mission étaient les suivants : (i) évaluer les progrès effectués dans la mise en œuvre du MDRP jusqu'à cette date, (ii) explorer les opportunités de renforcement de la coordination dans le cadre du MDRP, et (iii) identifier les activités susceptibles d'être financées par le MDRP. La mission conjointe a représenté une occasion précieuse de renforcer l'effort de partenariat du MDRP et a permis aux partenaires et aux acteurs nationaux concernés d'approfondir, sur le terrain, une compréhension commune des questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) ; elle leur a aussi donné une conscience accrue de la nécessité d'une coordination effective aux niveaux régional comme national.

17. La mission a jugé les critères d'éligibilité généraux et nationaux adéquats. Tous les gouvernements ont insisté fortement sur le besoin d'une implication du pays et du développement de cadres exhaustif pour le DDR. La mission a réaffirmé le principe du MDRP selon lequel aucun autre fonds fiduciaire ne serait mis en place pour financer les activités de

DDR dans la région, tout en notant que l'élargissement de la définition des projets spéciaux pouvait être justifiée dans certains cas. La mission a aussi noté que la coordination allait en s'améliorant mais que cela demeurait un défi dans la mise en oeuvre.

Réunion du Conseil de sécurité sur l'Afrique centrale

18. Le 22 octobre 2002, le Conseil de sécurité a organisé une réunion publique sur le renforcement de la coopération entre le système des Nations-Unies et l'Afrique centrale en matière de maintien de la paix et de la sécurité. Les ministres des Affaires étrangères de la région, les États-membres concernés, les agences des Nations-Unies, les organisations régionales et la Banque mondiale ont été invités à participer à cette réunion. Cette réunion publique a fourni aux acteurs nationaux, régionaux et internationaux, une opportunité unique de réaffirmer leur implication dans l'appui à la fin des conflits en Afrique centrale, dans un contexte porteur d'espoir mais difficile pour la sous-région. Elle a aussi permis à la Banque mondiale de présenter le MDRP, inscrit dans son contexte régional large, aux membres du Conseil de sécurité.

Équipe de planification et de gestion pour la RDC

19. Le Département des Nations-Unies pour le maintien de la paix (DPKO) a organisé, le 23 octobre, une réunion de l'équipe de planification de gestion pour la RDC, afin de discuter des questions de mise en œuvre liées au mandat de la MONUC. L'atelier a été consacré à la question du DDRRR ; outre les participants habituels, il a été suivi par des membres du Conseil de sécurité et des représentants des principaux bailleurs de fonds. DPKO et la Banque mondiale y ont présenté des briefings. Les domaines de complémentarité entre la MONUC et le MDRP, concernant le désarmement, la démobilisation et le rapatriement des groupes armés étrangers en RDC et au Rwanda, ont fait l'objet d'une discussion.

20. DPKO a rappelé la proposition évoquée par le Secrétaire général dans son Rapport spécial au Conseil de sécurité sur la MONUC, daté du 10 septembre 2002, concernant le versement à la MONUC, à partir des seules contributions fixes, du financement correspondant au mandat de rapatriement, de désarmement et de démobilisation ; l'importance fondamentale d'une garantie des financements pour le rapatriement des personnes à la charge des combattants y était soulignée. Les participants ont estimé que cette question serait débattue lors de la prochaine réunion des partenaires du MDRP à La Haye.

Recrutement

21. Le recrutement des principaux membres du Secrétariat du MDRP a été lancé en juin avec une consultation des partenaires du MDRP, puis en juillet, en lançant un appel à candidature dans plusieurs magazines et sites internet internationaux. Au 31 août, la Banque mondiale avait reçu 650 candidatures aux quatre postes à long terme et plusieurs vacances courtes. Les entretiens avec les candidats postulant aux postes à long terme (spécialistes régionaux, de l'Ouest et de l'Est, du DDR, spécialistes de la démobilisation et de la réintégration) ont eu lieu en octobre. Des candidats qualifiés pour ces postes ont été identifiés et les dernières évaluations sont en cours. Les candidats retenus devraient entrer en fonction au début de l'année 2003.

22. Outre ces postes, un responsable des opérations (administrateur du Fonds fiduciaire) et un responsable de la communication ont été recrutés. Un assistant au programme bilingue sera prochainement recruté pour appuyer l'équipe, pour toutes les questions administratives et les relations avec les clients. Avant que les spécialistes DDR soient installés, le Secrétariat du MDRP a détaché des employés dans la région (particulièrement en RDC) à titre provisoire, pour travailler avec les gouvernements et les partenaires du MDRP sur les questions urgentes concernant le DDR.

Administration du Fonds en fidéicommiss

23. Un projet d'accord administratif type a été préparé et transmis pour commentaires aux partenaires du MDRP en juillet 2002. Sur la base des réactions des bailleurs de fonds, un accord type définitif a été préparé en septembre. Bien que les bailleurs de fonds du MDRP aient généralement approuvé le projet, les inquiétudes exprimées par certains d'entre eux concernant les pays éligibles ont provoqué des retards dans la finalisation du modèle d'accord. Cependant, la Banque a jugé, conformément au caractère régional du MDRP et à ses engagements en matière de gestion globale du programme, que ces inquiétudes seraient mieux prises en compte au travers des indications de préférences, comme proposé dans la lettre d'introduction au modèle d'accord. Bien que la plupart des bailleurs n'aient pas exprimé de telles préférences, ceux qui ont formulé des inquiétudes de ce type sont en train d'en négocier la formulation avec la Banque mondiale. La redéfinition de la catégorie des projets spéciaux requiert elle aussi des vérifications de la part de la Banque et l'approbation des bailleurs de fonds.

24. Au 31 octobre 2002, la Banque mondiale a signé trois accords administratifs avec des bailleurs de fonds, et prévoit d'en signer trois autres au début du mois de novembre. La Banque mondiale prévoit par ailleurs de finaliser le premier accord de financement, avec le gouvernement du Rwanda, en décembre. D'autres accords de financement suivront concernant les projets spéciaux et la préparation et l'évaluation des programmes nationaux.

Financement du MDRP

25. Depuis avril 2002, au moment où le MDRP a été approuvé par les partenaires et le Comité des Administrateurs la Banque mondiale, le Secrétariat du MDRP fonctionne sur la base d'un budget provisoire de 500 000 dollars américains avancé par la Banque mondiale au Fonds fiduciaire. Au 28 octobre, environ 205 000 dollars américains ont été utilisés pour la gestion du programme et les activités régionales. La pièce jointe 2 détaille l'état actuel des recettes et des dépenses du Fonds en fidéicommiss. Avec la signature de trois accords administratifs avec la France, la Suède et le Royaume-Uni, des contributions représentant environ 9 millions de dollars américains devraient être mises à la disposition du Fonds au début du mois de novembre. La finalisation de trois nouveaux accords au cours du mois de novembre devrait porter le montant des ressources disponibles au titre du Fonds fiduciaire du MDRP à environ 50 millions de dollars américains, d'ici à la fin de l'année 2002 (pièce jointe 3).

5. Plan de travail

26. Le Secrétariat du MDRP et le Programme se concentreront, pour le prochain semestre (de novembre 2002 à avril 2003), sur les domaines suivants :

- *Programmes nationaux* : finaliser les accords de financement avec le Rwanda et, le cas échéant, avec l'Angola, et appuyer la préparation des programmes pour la RCA et l'Ouganda ;
- *Projets spéciaux* : finaliser les directives et conclure les accords de financement appropriés pour les activités prévues en RDC et au Burundi ;
- *Activités régionales* : faciliter une visite d'étude des coordinateurs des programmes nationaux, organiser la prochaine réunion du TCG, et continuer à soutenir les initiatives DDR transfrontalières entre les gouvernements concernés à mesure que les opportunités se présentent, et
- *Gestion du programme* : finaliser les accords administratifs qui doivent être prochainement conclus, installer le personnel du Secrétariat récemment recrutés, renforcer la coordination MDRP au niveau national, mettre en place le site web du MDRP et d'autres opérations de communication, et organiser la prochaine mission de supervision semestrielle avec les partenaires du MDRP.

27. La pièce jointe 4 présente un plan de travail plus détaillé pour le Secrétariat et le programme.

Pièce jointe 1: Status of Special Project Proposals

Agency / Country	Project name	Date Rcvd	Initial Screening				Amount	Comments
			F	L	G	N	US\$	
MONUC UGA	Support to demobilization, repatriation and reintegration of Ugandan Allied Democratic Forces combatants present in the DRC	Jun 02	Yes	Yes	No	No	700,000	Withdrawn after fact finding mission; interim solution via Donor Technical Group identified.
UNDP DRC	Community Recovery in support of the peace process in DRC	May 02	Yes	Yes	No	?	10,000,000	Withdrawn; to be replaced by new proposal (currently being finalized); ongoing discussion with UNDP.
Save the Children Fund – UK DRC	Support for the demobilization of former child soldiers	Aug 02	Yes	Yes	No	?	1,375,000	Withdrawn; replaced by new proposal.
SIK DRC	Socio-economic study	Aug 02	?	?	No	No	470,777	Rejected after initial screening; activities part of MONUC's core mandate.
International Rescue Committee DRC	Evaluation of Child Soldiers in Orientale	Aug 02	Yes	Yes	No	?	279,683	<i>Following initial screening, clarification requested on coordination arrangements, timing and implementation capacity; draft Memorandum of Understanding on coordination among these four NGOs received.</i>
Save the Children – UK DRC	Support for the reunification and reintegration of former child soldiers in Rwanda and the DRC	Oct 02	Yes	Yes	No	?	2,820,348	
IFESH DRC	Situation assessment: prospects for demobilization and reintegration of child soldiers in northern Katanga	Oct 02	Yes	Yes	No	?	257,456	
CARE DRC	Evaluation of child soldiers in Maniema province	Oct 02	Yes	Yes	No	?	260,607	
World Vision DRC	Child Soldier Reintegration and Resettlement Project	Oct 02	Yes	Yes	No	?	3,104,224	Under review; ongoing discussion with World Vision.

F= Financial probity

L= Legal status

G= Government endorsement.

N= Fit into national Program.

? = uncertain.

Pièce jointe 2: Fonds fiduciaire MDRP (TF 50574)
État financier non vérifié – 28 octobre 2002

Encaissements et décaissements	US\$	
	au 31/10/02	au 31/03/02
1. Encaissements		
a. Avance de la Banque mondiale	500,000	0
b. Contributions des bailleurs de fonds	0	0
- Belgium		
- Canada		
- EC		
- France		
- Germany		
- Italy		
- Netherlands		
- Norway		
- Sweden		
- UK		
c. Produits des placements	0	0
Total des encaissements	500,000	0
2. Décaissements		
a. Programmes nationaux		
- Rwanda	0	0
- Angola	0	0
- RDC	0	0
- ...		
b. Projets spéciaux	0	0
- ...		
c. Activités régionales	62,133	0
d. Gestion du programme	142,095	0
e. Administration du fonds fiduciaire	0	0
Total des décaissements	204,227	0
3. Solde	295,773	0

MDRP –Progress Report and Work Plan – October 31, 2002

Pièce jointe 3 : Fonds fiduciaire MDRP (TF 50574)

Status of Agreements – October 31, 2002

Donors	Funding support pledged		Estimate US\$ value of pledge	Special Conditions or Characteristics	Current Status	Next Steps	Estimated completion date
	Currency	Value					
1. Belgium *	EUR	2,000,000	1,953,400		- awaiting final information from donor	- finalize agreement - sign/counter-sign - request full disbursement	8-Nov-02 22-Nov-02 29-Nov-02
2. Canada	CAD	15,000,000	9,594,474	- fund disbursed over 3-yr period	- awaiting final language for agreem't	- finalize agreement - Bank clears agreement - sign/counter-sign - request disbursement of CAD 5 m	8-Nov-02 22-Nov-02 6-Dec-02 13-Dec-02
3. EC	EUR	20,000,000	19,534,000		- draft agreement being prepared	- Bank clears agreement - sign/counter-sign - request full disbursement	15-Nov-02 29-Nov-02 6-Dec-02
4. France	EUR	2,000,000	1,953,400		- agreement signed by Bank	- France to countersign agreement - request full disbursement	8-Nov-02 8-Nov-02
5. Germany	EUR	2,000,000	1,953,400	- funds disbursed over 2-yr period	- awaiting final information from donor	- finalize agreement - sign/counter-sign - request disbursement of EUR 1 m	1-Nov-02 15-Nov-02 22-Nov-02
6. Italy	EUR	1,500,000	1,465,050		- awaiting final information from donor	- finalize agreement - sign/counter-sign - request full disbursement	18-Nov-02 2-Dec-02 9-Dec-02
7. Netherlands	EUR	108,000,000	105,483,600	- funds disbursed over 3-yr period	- awaiting final language for agreem't	- finalize agreement - Bank clears agreement - sign/counter-sign - request disbursement of EUR 35 m	8-Nov-02 22-Nov-02 6-Dec-02 13-Dec-02
8. Norway	NOK	25,000,000	3,302,074		- awaiting final information from donor	- finalize agreement - sign/counter-sign - request full disbursement	15-Nov-02 25-Nov-02 29-Nov-02
9. Sweden	USD	2,000,000	2,000,000		- agreement signed by Bank	- Sweden to countersign agreement - request full disbursement	8-Nov-02 8-Nov-02
10. UK	USD	25,000,000	25,000,000	- funds disbursed over 5-yr period	- agreement signed by Bank	- UK to countersign agreement - request disbursement of \$5 m	8-Nov-02 8-Nov-02
		Total US\$	172,239,397				

* Belgium has made an additional, informal, pledge of approximately 8 million Euros

Pièce jointe 4: Plan de travail du MDRP ^{1/}

Novembre 2002 – avril 2003

<i>Composantes/Activités</i>	<i>Indicateurs de performance</i>	<i>Echéance</i>	<i>Acteurs responsables</i>	<i>Préconditions</i>
<i>A. Programmes nationaux</i>				
1. Rwanda	Accord de financement signé	Décembre 2002	Banque mondiale et gouvernement du Rwanda	Signature des accords administratifs avec les bailleurs de fonds du MDRP ; approbation du Comité du fonds fiduciaire.
2. RDC	Accord sur le soutien technique à l'agence gouvernementale chargée du programme national de DDR	Janvier 2003	Partenaires du MDRP, sous la coordination du PNUD	Demande du gouvernement de la RDC ; identification de l'interlocuteur DDR au sein du gouvernement.
3. RCA	Mission de préparation engagée	Janvier 2003	Partenaires du MDRP, sous la coordination du PNUD	Demande du gouvernement de la RCA ; en fonction de l'évolution de la situation en termes de sécurité.
4. Ouganda	Mission de préparation engagée	Février 2003	Partenaires du MDRP, sous la coordination de la Banque mondiale	Demande du gouvernement de l'Ouganda.
5. Angola	Accord de financement signé	Mars 2003	Banque mondiale et gouvernement de l'Angola	Satisfaction de tous les critères d'éligibilité ; approbation du ADRP par le Comité des Administrateurs de la Banque ; approbation du Comité du fonds fiduciaire.
<i>B. Projets spéciaux</i>				
6. Burundi	Accord de financement pour le projet pour les enfants soldats signé	Février 2003	Banque mondiale et UNICEF	Proposition formulée par l'UNICEF et approuvée par les partenaires du MDRP conformément aux règles ; signature des accords administratifs avec les bailleurs de fonds.

MDRP –Progress Report and Work Plan – October 31, 2002

<i>Composantes/Activités</i>	<i>Indicateurs de performance</i>	<i>Echéance</i>	<i>Acteurs responsables</i>	<i>Préconditions</i>
7. Burundi	Accord de financement pour le projet pour les soldats vulnérables signé	Mars 2003	Banque mondiale et gouvernement du Burundi	Proposition formulée par le gouvernement du Burundi et approuvée par les partenaires du MDRP conformément aux règles ; signature des accords administratifs avec les bailleurs de fonds.
8. RDC	Accords de financement signés	Huit semaines après la demande formelle	Banque mondiale et bénéficiaires du don	Approbation des projets conformément aux règles ; signature des accords administratifs avec les bailleurs de fonds.
9. Autres projets	Accords de financement signés	Huit semaines après la demande formelle	Banque mondiale et bénéficiaires du don	Approbation des projets conformément aux règles ; signature des accords administratifs avec les bailleurs de fonds ; présentation des propositions.
<i>C. Activités régionales</i>				
10. Réunion du TCG	Réunion organisée, visite d'étude incluse	Janvier 2003	Secrétariat du MDRP, membres du TCG et principaux partenaires	Identification du lieu.
11. Planning transfrontalier	Réunion organisée	Dans les quatre semaines après la demande	Secrétariat du MDRP, gouvernements impliqués et principaux partenaires	Applicable à la RDC, la RCA et les pays voisins ; sur demande du gouvernement.
12. Sensibilisation transfrontalière	Mise en œuvre des activités de sensibilisation	Dans les six semaines après la demande	Secrétariat du MDRP, MONUC, gouvernements concernés et autres partenaires	Applicable à la RDC et aux pays voisins ; sur demande du gouvernement.
<i>D. Gestion du programme</i>				
13. Accords administratifs	Accords signés avec les bailleurs de fonds	Décembre 2002	Banque mondiale et bailleurs contribuant au Fonds fiduciaire	Information pertinente fournie par les bailleurs; choix la langue retenue pour les accords.
14. Recrutement	Recrutement mené à terme	Janvier 2003	Secrétariat du MDRP	Disponibilité des candidats retenus.
15. Site web MDRP	Site web mis en place	Janvier 2003	Secrétariat du MDRP	Stratégie de communication du MDRP élaborée.

MDRP –Progress Report and Work Plan – October 31, 2002

<i>Composantes/Activités</i>	<i>Indicateurs de performance</i>	<i>Echéance</i>	<i>Acteurs responsables</i>	<i>Préconditions</i>
16. Conférence Grands lacs	Planning de la réunion fixé	Février 2003	Secrétariat du MDRP, UNDP/RSRG pour la région des Grands lac et partenaires concernés	Progrès du processus de paix régional.
17. Mission conjointe de supervision	Mission engagée	Mars 2003	Secrétariat du MDRP et partenaires	Progrès de la planification nationaux.
18. Coordination DDR dans les pays	Réunions régulières	Une fois tous les un ou deux mois	Gouvernements, agences leaders, partenaires MDRP concernés	Format établi par le Secrétariat du MDRP.

1/ D'autres activités seront envisagées selon l'évolution de la situation dans la région.